

PAR JÉRÔME FOUREL (92)



directeur général de
Sindeo Mining Group
et président d'X-Asie

Codéveloppement : vers de nouveaux partenariats

Les cartes économiques de la planète ont déjà été redistribuées. La mondialisation de la Chine s'enclenche à plein. La décennie actuelle est celle où les entreprises chinoises partent à la conquête du monde. Une conquête qui ne passera pas seulement par une politique d'acquisition, mais aussi par des partenariats et des coopérations aux formes multiples.

Des partenariats en émergence

En dépit, voire à cause de sa puissance financière face à un Occident en crise, la Chine semble avoir déjà assimilé le fait qu'une logique purement financière d'acquisition de sociétés étrangères serait inopérante (syndrome du « péril jaune »). L'enjeu, pour elle, est de bâtir de véritables partenariats entre sociétés chinoises et étrangères sur des axes bien définis où la coopération est pertinente. Premier axe, la pénétration du marché chinois. Ainsi, le conglomérat chinois, Fosun, a pris 7 % du capital de Club Med en juin 2010 afin de faciliter son développement dans un marché chinois du tourisme en croissance très rapide.

REPÈRES

Première économie mondiale il y a deux siècles (33 % du PNB mondial en 1820 en parité de pouvoir d'achat), la Chine devrait regagner ce premier rang mondial dès 2016, dépassant les États-Unis. En 2011, elle était devenue le premier partenaire commercial de 125 pays. L'Union européenne est le principal partenaire commercial de la Chine, qui devrait devenir le principal partenaire commercial de l'Union dès 2013. Enfin, la formidable puissance industrielle et commerciale de la Chine la conduit à être de loin le premier importateur de matières premières et le premier détenteur mondial de devises.

Deuxième axe, la pénétration conjointe de marchés tiers (au premier chef, les pays émergents) : ainsi, le fonds souverain chinois, China Investment Corp, a investi 4 milliards de dollars dans GDF-Suez fin 2011, partie intégrante d'une alliance pour développer ensemble des projets énergétiques à travers le monde. Tout reste à faire en termes de coopération en Afrique, où émerge rapidement la « Chinafrique ».

La Chine est déjà le deuxième pays client de la France

La Chinafrique

La « Chinafrique » n'est pas neuve : les premières relations commerciales entre la Chine et l'Afrique datent du II^e siècle avant J.-C., l'épisode le plus fameux étant les expéditions de l'amiral Zheng He en Somalie et au Kenya au xv^e siècle. Plus récemment, la Chine communiste maintient des liens avec plusieurs régimes africains, mais sous un angle essentiellement politico-économique : sous la guerre froide, comme « grand frère » alternatif à l'URSS ; ensuite, des ralliements d'États africains pour qu'ils ne reconnaissent plus Taïwan comme État. Les échanges dans les années 1990 furent faibles mais explosent depuis dix ans, la Chine représentant 14,7 milliards d'euros (environ 18 %) des IDE (investissements directs étrangers) en Afrique en 2011. La relation africano-chinoise est essentiellement mercantile : achat de pétrole et de matières premières en échange de construction d'infrastructures et de différentes formes de crédit aux États africains. Cette *realpolitik* (sans le côté « missionnaire » des Occidentaux), dictée par les besoins d'approvisionnement de l'industrie chinoise, permet aussi une reconnaissance de la Chine utile politiquement. Se développe en parallèle une puissante diaspora chinoise en Afrique – dont le dynamisme économique déplacera peut-être d'autres diasporas plus anciennes.

Ely Katembo, fondateur du groupe Katembo

Troisième axe, la mise à niveau technologique. En particulier, des fonds franco-chinois et euro-chinois seront requis pour permettre l'alliance du capital et du talent, notamment *via* l'apport de technologies européennes en matière d'énergies propres et d'infrastructures durables, afin que l'urbanisation chinoise se fasse dans des conditions environnementales saines.

Mondialiser les cerveaux

Malgré des problèmes managériaux et culturels, la Chine peut compter dans son internationalisation sur une population considérable de « cerveaux » formés dans les meilleures universités et entreprises de la planète : les flux annuels d'étudiants chinois à l'étranger étaient de 340 000 en 2011 et devraient atteindre

550 000 en 2014. Alors que ces « cerveaux » biculturels restaient très majoritairement en Occident dans les années 1990, le retour en Chine d'une partie importante d'entre eux s'accélère depuis 2005 du fait de l'évolution des opportunités et coûts respectifs en Occident et en Chine, mouvement encore accentué par la crise systémique occidentale.

La Chine est déjà le deuxième pays client de la France derrière les États-Unis : il y a urgence à ce que la France soit proactive dans la mise en place de logiques de codéveloppement raisonné, en s'appuyant notamment sur les 180 polytechniciens chinois, les plus de 800 ingénieurs chinois passés par un des établissements de ParisTech et les quelques centaines d'X français sinophones. ■

LE DOUZIÈME PLAN QUINQUENNAL (2011-2015)

Depuis 1953, la République populaire de Chine construit son développement économique et industriel *via* des plans quinquennaux. Y sont donnés de nombreux objectifs quantitatifs et qualitatifs et des indicateurs, dont le degré d'atteinte déterminera la carrière des fonctionnaires concernés.

Voici quelques éléments du 12^e Plan.

OBJECTIFS POUR 2015 VISANT À CONVERTIR UNE ÉCONOMIE FONDÉE SUR L'EXPORT EN UNE ÉCONOMIE FONDÉE SUR LA CONSOMMATION DOMESTIQUE, ET À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS

- Croissance annuelle du PNB : 7%.
- Expansion du secteur des services en pourcentage du PNB : + 4%.
- Accroissement du revenu disponible annuel des citoyens à 26 810 *renminbi* (RMB) au moins et de celui des paysans à 8 310 RMB au moins.
- Expansion de la couverture d'assurance des citoyens à 100 millions de personnes.
- Construction de 36 millions de logements afin d'augmenter le parc à coût abordable pour les citoyens. *Dans le budget 2011, le gouvernement avait promis la construction en 2011 de 10 millions d'habitations subventionnées, avec une allocation de 103 milliards de RMB du gouvernement central, entre 400 et 500 milliards de RMB des autorités locales, en complément de 500 à 900 milliards de RMB attendus des promoteurs commerciaux.*
- Augmentation de l'espérance de vie d'un an d'ici cinq ans (objectif de « bien-être »).

OBJECTIFS DE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR 2015

- R & D : accroissement des dépenses R & D de 1,75% du PNB à 2,2% du PNB (niveau de la France); dépôt de 3,3 brevets pour 10 000 personnes d'ici 2015.
- Soutien de sept industries stratégiques émergentes considérées comme critiques pour augmenter fortement la valeur ajoutée de l'industrie : énergies propres ; technologies de l'information de prochaine génération ; biotechnologies ; production d'équipements haut de gamme ; énergies alternatives ; nouveaux matériaux ; véhicules propres. Ces industries devront passer de 5% du PNB en 2010 à 8% en 2015 et 15% en 2020.

Les autorités (nationales et locales) et le secteur privé dépenseront environ 14 000 milliards de RMB en cinq ans, et un fonds spécial sera mis en place pour promouvoir ce développement et l'industrie du capital-risque (à titre de référence, sur le seul sujet « smart grid », la Chine dépensera 75 milliards d'euros d'ici 2030, soit le quart des dépenses mondiales).

OBJECTIFS CONCERNANT LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET D'ÉNERGIE

- Au moins 70% d'autoroutes au standard « Classe 2 » et au-dessus.
- 83 000 km d'autoroutes nationales.
- 42 hubs intégrés de circulation.
- Augmentation des capacités énergétiques installées : hydroélectriques de 120 millions de kW ; éoliennes offshore de 70 millions de kW ; nucléaires de 40 millions kW ; solaires de 5 millions de kW.